



*Programme de modernisation de l'approvisionnement pour
le nouveau mandat
de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)
Présentation au*

Comité consultatif des fournisseurs

20 juin 2016



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

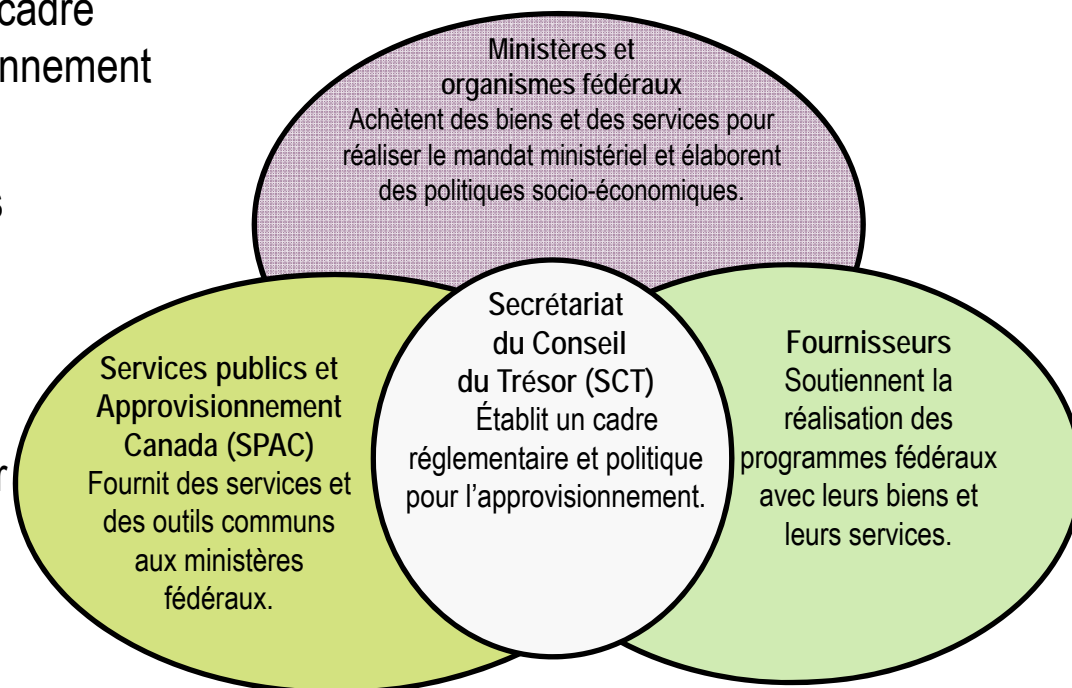
Objet

- Présenter un aperçu du programme de modernisation de l'approvisionnement mis en place par SPAC pour tenir les engagements de la lettre de mandat du ministre concernant la modernisation des pratiques d'approvisionnement.
- Discuter des moyens à prendre pour faire participer les intervenants, en particulier les fournisseurs, à ce programme.



L'environnement d'approvisionnement du gouvernement du Canada comprend de nombreux acteurs.

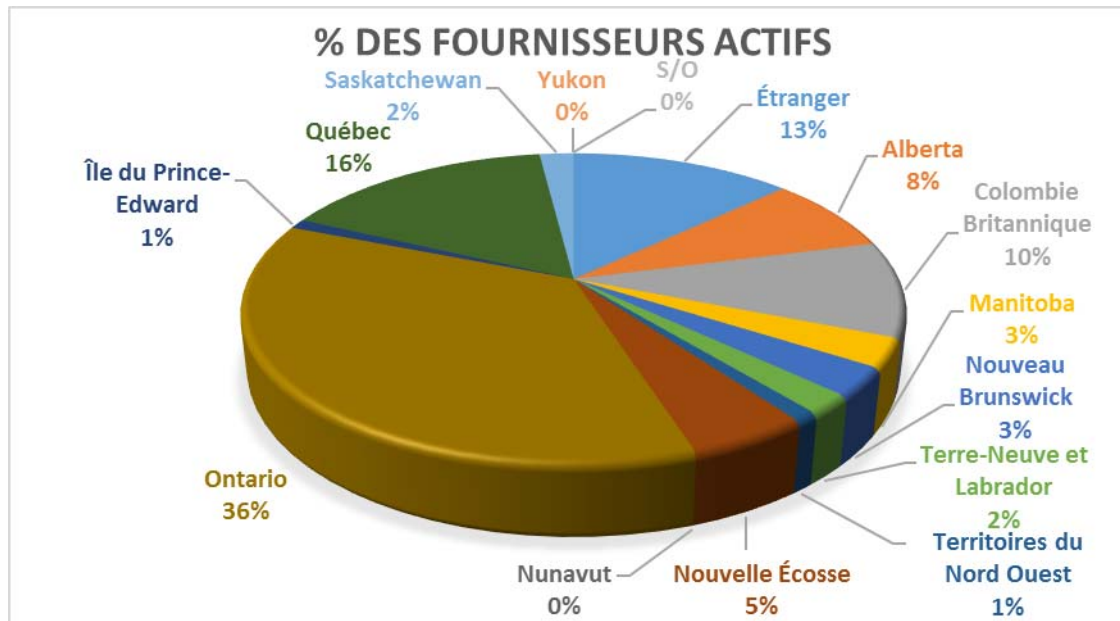
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) est le principal responsable de la définition du cadre réglementaire et politique de l'approvisionnement fédéral.
- SPAC fournit certains services communs aux ministères fédéraux.
- Au cours de la dernière décennie, SPAC a géré 12 % du total des contrats fédéraux, mais environ 80 % de la valeur totale en dollars de l'approvisionnement fédéral, près de la moitié étant des approvisionnements militaires.
- Les 88 % restants ont été gérés par l'ensemble des autres ministères fédéraux.



Autres acteurs clés : l'industrie et les fournisseurs

- En juillet 2015, il y avait environ 9 600 fournisseurs uniques qui faisaient affaires avec SPAC.

- La moitié d'entre eux (52%) se situent en Ontario et au Québec.
- 78% sont des petites et moyennes entreprises.*
- 9% sont de grandes entreprises canadiennes.**
- 13% sont des entreprises étrangères.***



Provenance: Système d'information sur les acquisitions (SIA)

- Sur le plan de la valeur financière, les PME ont reçu 40% et les grandes entreprises canadiennes ont reçu 44%. Le dernier 16% a été attribué à des entreprises étrangères.

*PME: Entreprises canadiennes qui comptent 500 employés et moins.

** Grandes entreprises canadiennes: entreprises canadiennes qui comptent plus de 500 employés. Cette catégorie inclut les entreprises internationales qui ont des filiales canadiennes.

***Entreprises étrangères: entreprises qui ne sont pas situées au Canada.

Le programme de modernisation de l'approvisionnement de SPAC s'articule autour des principales priorités du gouvernement du Canada.

- L'objectif du programme de modernisation de l'approvisionnement de SPAC est que le gouvernement du Canada utilise son pouvoir d'achat pour soutenir la demande du marché en ce qui a trait à l'achat de biens et de services qui appuient les objectifs socio-économiques et environnementaux du gouvernement du Canada, tout en maintenant la confiance du public et une prestation de services publics efficace grâce à l'adoption de pratiques normalisées et efficaces en matière d'approvisionnement.
- Cet objectif appuie directement les principales priorités du gouvernement du Canada, y compris :
 - Une croissance économique inclusive et durable;
 - L'inclusion sociale et la diversité;
 - Un gouvernement ouvert et transparent.

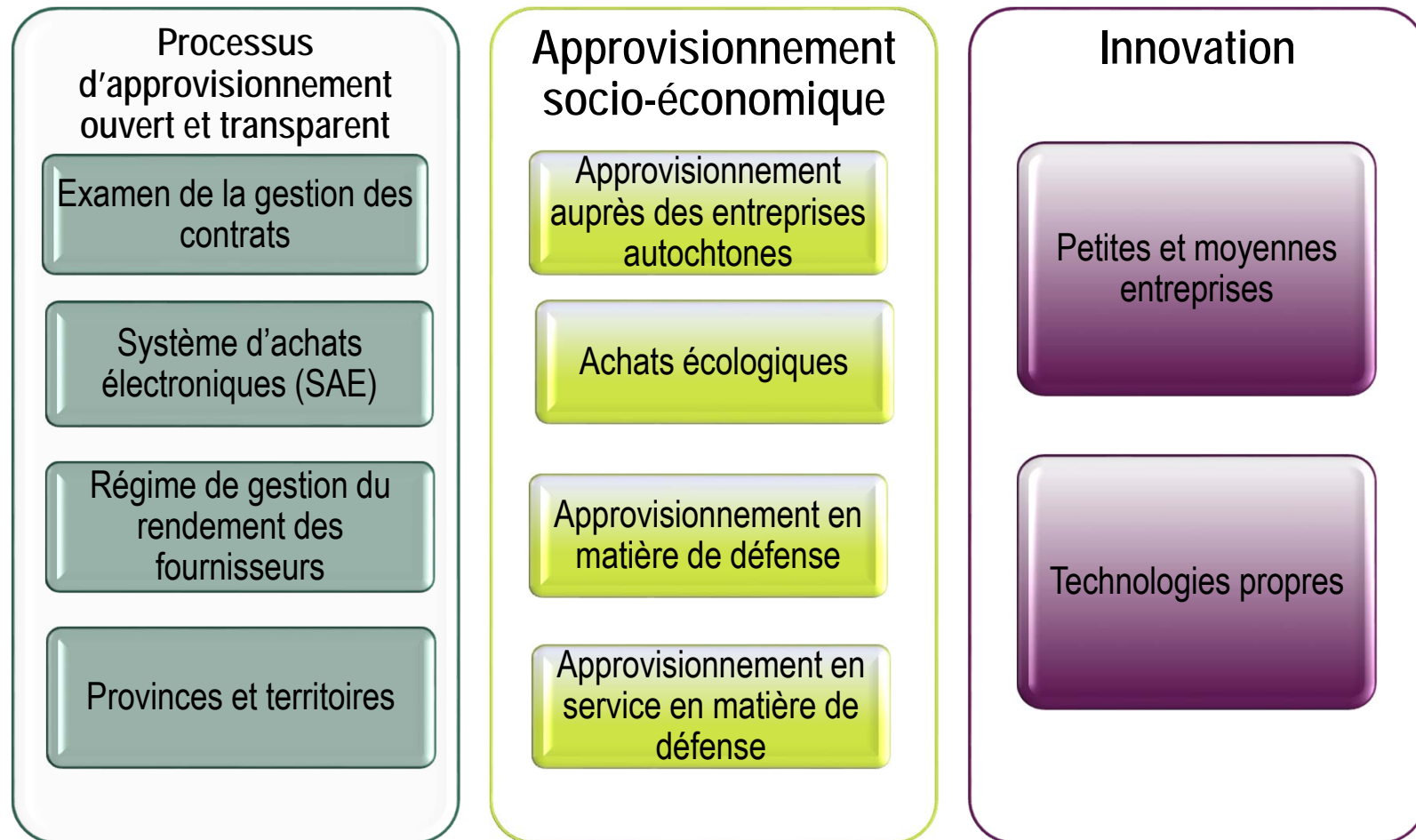


Priorités des lettres de mandat des ministres

- L'un des engagements clés mentionnés dans chacune des lettres de mandat des ministres est la nécessité de moderniser la façon dont le gouvernement du Canada mène ses activités, y compris les politiques et les méthodes d'approvisionnement fédéral.
- Directives données au ministre de SPAC en ce qui a trait à l'approvisionnement :
 - « *Moderniser les pratiques en matière d'approvisionnement de façon qu'elles soient plus simples et moins lourdes sur le plan administratif, mettre en œuvre un contrôle moderne et adopter des pratiques qui appuient les objectifs de notre politique économique, y compris l'approvisionnement écologique et social.* »
- Directives données dans la lettre de mandat du président du Conseil du Trésor :
 - « *Jouer un rôle de leader pour examiner les politiques en vue d'améliorer l'utilisation d'éléments probants et de données dans le cadre d'innovation et d'évaluation en matière de programmes, d'utilisation de données plus ouvertes et de l'adoption d'une approche plus moderne en matière de contrôle* ».



Modernisation de l'approvisionnement



7



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : examen de la gestion des contrats

- Cette initiative consiste à moderniser les pratiques relatives aux contrats de SPAC, y compris les documents d'appel d'offres (p. ex., demande de propositions), les contrats et les pratiques connexes en ayant recours à la simplification, à la rationalisation et à la normalisation.
- L'examen de la gestion des contrats inclut:
 - La première phase, qui est présentement en cours, aborde les modifications qui peuvent être facilement mises en œuvre à court terme. On accorde une importance particulière à l'examen et à la mise à jour des clauses de contrat, incluant l'utilisation d'un langage clair, la suppression des chevauchements et des renseignements périmés, etc. Date cible : mars 2017.
 - Les pratiques contractuelles de SPAC seront également comparées à celles des gouvernements de premier plan (p. ex., l'Australie, l'Union Européenne, le Royaume-Uni) afin de fournir des recommandations sur la façon dont ces pratiques pourraient être modernisées. Date cible : mars 2017.
 - Au cours de la seconde phase, l'examen sera axé sur la modernisation de la façon dont nous communiquons les pratiques contractuelles à tous les intervenants du domaine de l'approvisionnement (p. ex., au moyen de formations en ligne et de lignes directrices et de guides simplifiés sur les politiques).
- Elle est élaborée parallèlement aux Solutions d'achats électroniques (SAE); par conséquent, les recommandations et les résultats tirés de l'examen devront être transférables à l'environnement électronique.



Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : Solution d'achats électroniques (SAE)

- SPAC fournira une SAE commerciale au gouvernement du Canada pour simplifier et améliorer le processus d'approvisionnement pour les ministères et les fournisseurs faisant affaire avec le gouvernement fédéral.
- La mise en œuvre du projet commencera après l'attribution du contrat et devrait se terminer d'ici 2020.
 - La solution sera pleinement mise en œuvre à SPAC durant l'exercice 2018-2019. Après la mise en œuvre à SPAC, le projet devra être approuvé pour être déployé à l'échelle du gouvernement, déploiement devant être achevé d'ici l'exercice 2019-2020.
- Les objectifs de cette initiative sont les suivants :
 - Obtenir un meilleur rapport qualité-prix pour la population canadienne par l'obtention de meilleurs résultats en matière d'approvisionnement.
 - Donner aux ministères et aux organismes un accès en ligne et facile aux données et aux services d'approvisionnement.
 - Donner aux fournisseurs un accès en ligne et facile aux données et aux services qui facilitent leur participation aux processus d'approvisionnements.
 - Gérer les dépenses gouvernementales de façon intégrée.
 - Donner aux professionnels de l'approvisionnement de nouveaux outils et processus ainsi que de nouvelles technologies pour leur permettre d'offrir un service à la clientèle efficace.



Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : Régime de gestion du rendement des fournisseurs

- Cette initiative menée par SPAC d'établissement d'un régime pangouvernemental de gestion du rendement des fournisseurs vise à moderniser l'approvisionnement en améliorant les relations avec les fournisseurs et le rendement de ceux-ci afin de créer une valeur durable en répondant aux besoins du gouvernement et des contribuables.
 - La gestion du rendement des fournisseurs et la gestion des changements visant à améliorer ce rendement sont au cœur de la gestion efficace des relations avec les fournisseurs et contribuent à garantir le meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens.
- Cette initiative est élaborée en partenariat avec d'autres ministères fédéraux et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et en collaboration avec les responsables de la solution d'achats électroniques afin de garantir la transférabilité dans l'environnement des achats électroniques.
- Voici certaines des caractéristiques essentielles :
 - un répertoire central de données sur le rendement des fournisseurs au niveau du gouvernement fédéral;
 - l'utilisation de renseignements sur le rendement antérieur pour éclairer le choix des fournisseurs pour l'avenir;
 - critères d'évaluation des fournisseurs, échelles de cotation, rétroaction aux fins d'amélioration et mécanismes de redressement normalisés.

10



Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : provinces et territoires

- En février 2015, un décret a été approuvé pour permettre aux provinces et aux territoires de recourir aux mécanismes et aux services d'approvisionnement de SPAC, sans coûts supplémentaires pour l'État.
 - Les provinces et les territoires auront accès aux prix de SPAC sur les biens et services. Il est ainsi possible de créer de plus amples occasions d'économies pour les provinces et les territoires.
- Le matériel de bureau représente les premiers biens offerts aux provinces et aux territoires. L'offre à commandes pour le matériel de bureau doit entrer en vigueur en juin 2016. Deux provinces (l'Alberta et l'Île-du-Prince-Édouard) ont indiqué qu'elles étaient intéressées à utiliser la nouvelle offre à commandes de SPAC pour le matériel de bureau, et ont obtenu, ou obtiendront bientôt, l'approbation du Cabinet provincial pour employer ce mécanisme.
- Une entente-cadre des utilisateurs a été achevée récemment pour aider les provinces et les territoires à obtenir l'approbation du Cabinet d'employer les mécanismes d'approvisionnement de SPAC et d'atténuer les risques pour l'État. Les provinces et les territoires doivent d'abord signer l'entente-cadre des utilisateurs pour recourir aux mécanismes d'approvisionnement de SPAC.
 - Le recours aux mécanismes d'approvisionnement de SPAC par les provinces et les territoires est entièrement facultatif, et il n'y a aucune obligation pour les provinces et les territoires de passer une commande subséquente à l'offre à commandes, même après avoir signé l'entente-cadre des utilisateurs.



Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : Approvisionnement auprès d'entreprises autochtones

- Renouveler la relation entre le GC et les peuples autochtones, en la fondant sur la reconnaissance, les droits, le respect, la coopération et le partenariat, constitue un des engagements clés du gouvernement.
- SPAC collabore avec le SCT et Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) pour améliorer les instruments de la politique d'approvisionnement liés aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- À l'heure actuelle, on met l'accent sur la collaboration avec la Nunavut Tunngavik Inc. (NTI), qui est une organisation de pointe représentant les populations visées par l'Entente sur les revendications territoriales globales des Inuits du Nunavut.
- On a aussi amorcé des travaux pour renforcer le respect des obligations du GC en matière d'approvisionnement, conformément aux ERTG, de manière à accroître les débouchés économiques des Autochtones.
 - SPAC est en train d'élaborer une ligne directrice sur les ERTG qui s'appliquera à l'ensemble du GC, pour répondre au besoin d'instructions plus détaillées et intégrées sur les obligations prévues dans les ERTG en matière d'approvisionnement.
- Il est entendu que d'autres efforts s'imposeront pour appuyer davantage les entreprises et les peuples autochtones dans tout le Canada; on définira ces efforts en collaboration avec le SCT et AANC.

12



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : Approvisionnement en service de la Défense

- Cette initiative vise à établir des approches de passation de marchés adaptées aux approvisionnements en service complexes et hautement risqués, équilibrant quatre principes : optimiser le rendement de l'équipement, obtenir un bon rapport qualité-prix, intégrer les avantages socio-économiques et permettre une marge de manœuvre pour répondre aux changements dans les exigences au fil du temps. En fin de compte, l'initiative vise à passer à une approche de passation de marchés de plus en plus coordonnée et stratégique permettant au gouvernement du Canada d'envisager plusieurs options d'approvisionnement au cas par cas et d'exécuter l'approvisionnement en fonction des résultats.
- Cette initiative comprend les éléments suivants :
 - collaborer avec la structure de gouvernance de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense, présenter de nouvelles méthodes et de nouveaux outils pour choisir l'approche la plus appropriée pour attribuer un contrat de soutien en service visant l'équipement militaire (initiative de durabilité) ;
 - renouveler le cadre de fixation des prix du Canada pour présenter et fournir des paramètres liés à l'utilisation d'autres approches, comme les techniques axées sur le rendement, les mesures incitatives liées à l'innovation et à la réduction des prix, et l'orientation en matière de passation de marchés relationnelle;
 - intégrer la justification des prix à l'administration des contrats pour s'assurer que l'établissement des prix et l'attribution des contrats aux fins de rendement sont adéquats et axés sur des renseignements fiables et pertinents, selon les besoins en matière de contrôle moderne, et pour maintenir la confiance du public dans le cadre d'approvisionnement hautement risqué.
- Ensemble, ces éléments devraient contribuer à offrir un meilleur rapport qualité-prix au Canada et plus de clarté à l'industrie, et favoriser l'innovation au moyen d'incitatifs. Ils permettront aussi de consolider les partenariats avec l'industrie, de renforcer l'administration des contrats complexes de SPAC et de garantir qu'on répond aux besoins des clients.

13



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Courte description de quelques initiatives de modernisation de l'approvisionnement : petites et moyennes entreprises – Encourager l'innovation

- Le Programme d'innovation Construire au Canada (PICC) aide les entreprises canadiennes à intégrer au marché leurs innovations qui en sont à la fin de l'étape de la recherche-développement par l'achat et la mise à l'essai de leurs produits et services novateurs précommerciaux au sein du gouvernement fédéral.
- Le PICC est géré par le Bureau des petites et moyennes entreprises et de l'engagement stratégique (BPME-ES) de SPAC.
- Le SPAC, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches ont entrepris une évaluation du PICC en vue de déterminer des façons d'améliorer son efficacité en vue d'appuyer les entreprises canadiennes comme moteurs de la croissance économique au Canada.
 - Les discussions portaient principalement sur la manière d'optimiser les retombées du PICC en associant de la meilleure façon possible les innovations aux besoins des ministères du gouvernement, en examinant la portée du PICC et en optimisant son envergure, surtout étant donné l'importance qu'accorde le gouvernement à l'innovation dans le cadre de son mandat et de ses priorités actuels.



Comment nous avons fait participer les fournisseurs à l'initiative de modernisation de l'approvisionnement jusqu'ici

- Comme nous l'avons montré dans les diapositives précédentes, le programme de modernisation de l'approvisionnement regroupe de multiples initiatives qui en sont à divers stades de leur élaboration.
- Dans de cas de certaines de ces initiatives, les fournisseurs et l'industrie ont déjà été mobilisés et consultés. Par exemple :
 - SAE : il y a eu plusieurs sessions de consultation avec l'industrie sur ce projet (p. ex. avant l'étape de la demande de propositions).
 - Approvisionnement en service de la Défense : un groupe de travail interministériel comprenant aussi des représentants de l'industrie et chargé de tenir des consultations pendant tout le processus de recherche et de mise en œuvre a été mis sur pied au printemps de 2016.
- Cependant, certaines initiatives viennent tout juste de commencer (p. ex. l'Examen sur la gestion des contrats).
- Par conséquent, SPAC continuera à dialoguer avec le Comité consultatif des fournisseurs sur la modernisation des approvisionnements et à envisager d'autres tribunes où il serait possible de recueillir les opinions de l'industrie au cours des prochaines années, à mesure que les changements seront élaborés, approuvés et mis en œuvre.



Questions à discuter

1. Comment le Comité consultatif des fournisseurs devrait-il participer à la modernisation de l'approvisionnement aux chapitres des échéanciers, des façons de procéder et des méthodes?
2. SPAC pourrait-il utiliser d'autres tribunes pour faire participer les fournisseurs et l'industrie à la modernisation de l'approvisionnement? Lesquelles?
3. Quelles initiatives particulières de modernisation de l'approvisionnement intéresseraient-elles particulièrement les fournisseurs?





Merci

